

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE

**LE MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES
(MINISTERE CHARGE DE LA PECHE)**

ET

**La SOCIETE SAPMER
(SOCIETE)**

**SUR LA CONDUITE D'UNE PECHE COMMERCIALE DES THONS
DANS LA ZEE MALGACHE**

Cas des navires battant pavillon étranger

(le présent protocole comprend dix huit pages y compris les appendices)

mu

and

Article 0 : Conditionnalité du protocole

Pour chaque campagne de pêche, le présent protocole est conditionné par le paiement d'une avance de 500 US\$ par navire. Cette avance est défalquée au prorata de la grille de redevance pour chaque navire au moment de la délivrance de la licence. En cas de non-exécution du protocole selon les clauses de l'article 19, celui-ci (ie le protocole) devient caduc et la somme versée n'est plus remboursable.

Cette avance sera payée auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « Avance de redevance sur licence de pêche du ou des navire(s) <NOM DU NAVIRE> au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.

La copie de la quittance de paiement fera partie intégrante du protocole. La date de signature du protocole ne doit pas être antérieure à celle de la quittance de paiement.

Article Premier : Zone de pêche

La zone de pêche dans laquelle s'applique ce Protocole d'Accord est la Zone Economique Exclusive au-delà de la bande de 12 miles nautiques à compter des lignes de base conformément à la réglementation malgache. La ligne de base tiendra compte des îles suivantes : Nosy Be, Nosy Lava sur la côte Ouest et Sainte Marie sur la côte Est.

Article 2: Les espèces cibles

Seules les thons et les espèces assimilées sont autorisées pour chaque campagne de pêche couverte par le présent protocole.

Le poids des prises accessoire et accidentelle d'autres familles ne doit pas dépasser 15% du poids de la capture totale de chaque navire.

Toutes les espèces prohibées et défendues, soit par les réglementations nationales ou internationales notamment les requins et les mammifères marins doivent être remises à l'eau dans les meilleures conditions possibles. Il est interdit notamment de détacher en mer les ailerons de la carcasse du requin.

Article 3 : Bateaux et techniques de pêche

Pour la réalisation de la pêche, la SOCIETE est autorisée à utiliser au total UN (01) navire de type senneur battant pavillon étranger.

L'engin de pêche pouvant être utilisée à la capture est:

- La SENNE

Aucun engin de pêche outre celui ou ceux précisés ci-dessus ne doit être présent à bord du navire.

Les caractéristiques du navire, dûment certifiées par les autorités compétentes du pays où il a été enregistré, doivent être jointes à la demande de licences (Appendice 1) à adresser au Ministère chargé de la Pêche. La date de délivrance de ce certificat ne doit pas dépasser trois (03) mois.

Ce navire doit être conforme aux dispositions réglementaires du Code Maritime. Le Ministère chargé de la Marine marchande doit délivrer les autorisations de navigation après visite de mise en service du navire.

Le Centre de Surveillance des Pêches doit inspecter et contrôler les installations de pêche, les locaux servant au traitement et à la conservation du poisson (à bord), la balise satellite et le système de communication HF/VHF dès l'arrivée à Madagascar des navires cités à l'Article 3. Toutefois, le Centre de Surveillance des Pêches peut faire des contrôles et inspections inopinés

Le navire doit arborer les marques d'immatriculation et l'indicatif d'appel conformément aux normes internationales et à la réglementation Malagasy. Toutes les marques devraient être apposées sur les deux côtés du navire (bâbord et tribord). Les dimensions minimales de chaque lettre sont de 45 cm de hauteur et de 6 cm de largeur. Ces marques doivent être peintes en blanc sur fond noir ou en noir sur fond blanc. L'indicatif d'appel doit être écrit sur la partie latérale la plus visible du navire et aussi haut que possible.

Les engins de pêche fixes, doivent arborer le N° d'autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE porté sur la licence de pêche. Les engins doivent être signalisés.

Article 4: Conditions d'exercices de la pêche

- a) Utilisation de balise Inmarsat C (EC TRACK), une position par heure et 24 positions par jour selon les dispositions définies en appendice 3.
- b) Prise en charge des coûts d'un observateur malgache sur le navire (obligatoire)
- c) Sur demande du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE, prise en charge des indemnités et des coûts d'un observateur scientifique dont les conditions sont définies en appendice 2.
- d) Débarquement de la totalité de la capture en rade. Aucun transbordement en haute mer ne peut être effectué. Pour le suivi des captures un journal de bord (Log book) doit être institué
- e) Les détentions à bord des captures accidentelles ne sont pas autorisées

Article 5: Croquis et caractéristiques des engins de pêche

L'armateur est tenu de déposer le croquis et les caractéristiques détaillés des engins de pêche au Centre de Surveillance des Pêches. Le navire ne peut quitter le port sans l'avis favorable du Centre.

Article 6 : Licence de pêche

La pêche ne peut être effectuée que par un navire muni d'une licence de pêche délivrée par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE ou à défaut d'une autorisation provisoire délivrée par la Direction de la Pêche. La licence de l'année en cours est délivrée suivant les mois correspondants aux redevances payées et la validité de celle-ci ne doit pas dépasser le 31 décembre. Une autre licence est délivrée pour les mois de l'année suivante au prorata des redevances payées. Le renouvellement se fait obligatoirement sur demande écrite à adresser au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE. L'original de la licence doit être détenu à bord du navire pour être présenté aux agents officiels de la République de Madagascar.

La licence ne peut être délivrée qu'après présentation de la preuve de paiement des redevances et après virement effectif auprès de la Banque Centrale de Madagascar.

Cette preuve de paiement doit être disponible au Ministère chargée de la pêche (Direction Générale de la Pêche et des Ressources Halieutiques) au moins quinze (15) jours ouvrable avant l'entrée du navire dans la ZEE malgache

Article 7 : Remplacement d'un navire

La licence n'est pas transférable automatiquement. En conséquence, le remplacement d'un navire par un autre ne peut se faire que sur autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE après analyse des caractéristiques du navire remplaçant. Le cas échéant, le navire de remplacement sera muni d'une nouvelle licence de pêche à délivrer par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE suivant les conditions stipulées dans le présent Protocole.

Article 8 : Durée du protocole et renouvellement

La durée du Protocole qui prend effet à partir de sa date de signature par les parties concernées est de trente six (36) mois. Si aucune licence n'est demandée dans un délai de trois (03) mois à la date de la signature du protocole, celui-ci devient caduc et non avenue.

La demande de renouvellement doit être adressée au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE par la Société trois (03) mois avant la fin de la période du présent Protocole.

Nonobstant le paragraphe premier, le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut en tout temps annuler le présent protocole si des indications de surexploitation de la ressource sont enregistrées ou démontrées sur le fondement de critères techniques. Néanmoins, les licences délivrées pour l'année en cours resteront valides jusqu'au 31 décembre, mais ne seront plus renouvelées.

Article 9 : Redevance

En terme du présent protocole, la société versera à la République de Madagascar les redevances totales se rapportant à la grille des redevances portées en appendice 6.

En sus des redevances sur l'obtention de la licence, chaque navire doit payer un droit d'entrée dans la Zone Economique Exclusive. Ce droit d'entrée est valable pour une seule campagne de pêche dont le montant est fixé à MILLE DOLLARS (1000 USD). Quel que soit le motif, ce droit d'entrée ne fera pas l'objet de remboursement.

Article 10 : Mode de paiement des redevances

La redevance est payable d'avance uniquement en devises par chèque certifié auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « redevance sur licence de pêche du navire <NOM DU NAVIRE> au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.

Article 11 : Contribution volontaire (ECOVERT)

Pour la protection de l'environnement marin et l'écosystème aquatique et pour le renouvellement des ressources halieutiques, l'opérateur versera annuellement au Ministère chargé de la Pêche une contribution volontaire d'un montant de MILLE DOLLARS (1 000 USD) par navire et par campagne avant de se faire délivrer la licence de pêche sollicitée. Cette contribution sera versée au compte en MGA intitulé :

« Surveillance des Pêches/Ecovert » 00004 00003 0701110023332 ouvert à la BMOI Analamahitsy.

Article 12 : Rapports de pêche

Pendant ses activités dans la Zone Economique Exclusive malgache, le capitaine du navire est tenu de remplir une fiche de pêche suivant le modèle porté en appendice 5.

Cette fiche de pêche mensuelle remplie en deux (2) exemplaires sera retournée par voie recommandée avec accusé de réception au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE aux adresses suivantes par la Société. Le 1^{er} exemplaire à Monsieur Le Directeur des Pêches B.P : 1699 ANTANANARIVO, MADAGASCAR et le 2^{ème} à Monsieur Le Chef du Centre de Surveillance des Pêches, B.P : 60 114 ANTANANARIVO, MADAGASCAR.

Le capitaine doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches un résumé succinct de ses activités (zone de pêche, capture, effort de pêche) une fois par semaine.

En outre, le capitaine établira également un rapport sur les autres bateaux qu'il a vus pêcher dans la Zone Economique Exclusive malgache en indiquant notamment leur nom, pavillon, type, indicatif d'appel, position, date où il les a observés. La Société enverra ce rapport de pêche au Centre de Surveillance des Pêches.

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut exiger à la Société d'autres renseignements complémentaires, si besoin est.

Article 13 : Déclaration d'entrée et de sortie de la Zone Economique Exclusive malgache

La Société ou le Capitaine du navire doit signaler 03 heures à l'avance leur intention de rentrer dans la Zone Economique Exclusive malgache. Le Capitaine du navire pratiquant la pêche doit notifier au moins vingt-quatre heures à l'avance, au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar, par télécopieur (n°261-20-22 49014) (Inmarsat 00 870 764 145 770) leur intention de sortir de la zone de pêche malgache. Il doit notifier également les quantités estimées de captures (par espèce) effectuées pendant son séjour dans la zone de pêche malgache, lors de la notification de son intention de sortir.

Les messages doivent s'effectuer pendant les heures et jours ouvrables applicables à Madagascar.

Article 14 : Observateurs

Le navire doit prendre un observateur malgache à bord pour toute la durée du protocole à la demande du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE et à partir d'un port convenu au préalable entre les deux parties au présent protocole. L'observateur doit être titulaire d'une carte professionnelle et d'un fascicule de marin et il est tenu en outre de respecter les instructions de sécurité établies à bord.

L'armateur ou son consignataire remboursera la prise en charge des frais de déplacement de l'observateur de son domicile au port d'embarquement auprès du Centre de Surveillance des Pêches. Les frais de mobilisation et de démobilisation de l'observateur à l'extérieur de Madagascar sont à la charge de l'armateur. Par ailleurs, il doit payer l'indemnité de l'observateur qui est fixée à 20 Euros par jour. Le capitaine est tenu de fournir tous les documents et éléments demandés par ces observateurs de façon à faciliter leur mission conformément à l'Appendice 2.

L'armateur ou son consignataire informe le Centre de Surveillance des Pêches au moins deux (2) jours avant l'arrivée du navire dans un port malgache.

Au cas où le navire ne se présente pas au moment convenu dans un port fixé à l'avance pour embarquer un observateur, l'armateur est tenu de régler les frais relatifs à l'immobilisation de l'observateur durant l'attente au port (hébergement, nourriture)

Article 15 : Embarquement des marins.

Pour le navire, au moins deux (02) marins malgaches sont embarqués en permanence pendant la durée de la campagne de pêche dans la zone de pêche malgache. Le salaire du marin embarqué est fixé de commun accord entre la Société ou son consignataire et les intéressés sans toutefois être inférieur ou égal à 20 Euros par journée d'embarquement. Ce salaire doit couvrir les avantages de la sécurité sociale.

Les contrats d'engagement de ces marins sont passés entre la Société ou son consignataire et les intéressés avec une copie adressée au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE.

En cas de non embarquement de marins, une compensation est fixée à 15 Euros par journée d'embarquement par marin non embarqué et ce, couvrant toute la durée de la campagne. Elle est à verser au compte ci-après : Banque Malgache de l'Océan Indien B.P : 25 bis Analamahitsy Antananarivo, Madagascar n°00003 070068 012 90 Eur Intitulé : SURVEILLANCE DES PÊCHES, FORMATION DES MARINS.

Parallèlement aux embarquements respectifs d'observateurs du Centre de Surveillance des Pêches et des marins malgaches, l'armateur a la possibilité d'embarquer d'autres observateurs et techniciens de nationalité de son choix.

Article 16 : Inspections et surveillance des activités de pêche

La montée à bord et l'accomplissement des tâches de tout agent dûment mandaté par la République de Madagascar chargé de l'inspection et de contrôle de surveillance des pêches doivent être facilités.

Procédure en cas d'arraisonnement :

a) Transmission de l'information

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE informe la Société dans un délai maximum de 48 heures, de tout arraisonnement d'un navire de pêche opérant dans le cadre du protocole. De même, la Société est tenue informée du déroulement des procédures entamées et des sanctions prises.

b) Règlement de l'arraisonnement

Conformément aux dispositions de la loi des pêches et des règlements y afférents, l'infraction peut se régler :

- soit par voie transactionnelle, et dans ce cas, le montant de l'amende est appliqué conformément aux dispositions de la loi à l'intérieur d'une fourchette comprenant un minimum et un maximum prévu dans la législation malagasy
- soit par voie judiciaire au cas où l'affaire n'a pas pu être réglée par la procédure transactionnelle

Pour les deux cas, la main levée du navire est obtenue et son équipage est autorisé à quitter le port :

- soit dès l'accomplissement des obligations découlant de la procédure transactionnelle sur présentation du récépissé du règlement ;
- soit dès le dépôt d'une caution bancaire destinée à garantir le paiement des amendes, confiscation et frais encourus en attendant l'accomplissement de procédure judiciaire, sur présentation d'une attestation de dépôt de caution.

Article 17 : Suivi satellitaire

En application de l'arrêté 1613/2002 du 31 juillet 2002 (appendice 4) portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la pêche, le navire énuméré à l'article 3 doit être équipé d'une balise satellite de positionnement Inmarsat C.

A cet effet, chaque navire doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches une position par heure et 24 positions par jour.

Les renseignements à transmettre par l'armateur au Centre de Surveillance des Pêches pour le bon déroulement du système sont en appendice 3. En cas de non fonctionnement de la balise, le navire doit se référer à l'appendice 3.

La délimitation ainsi que les coordonnées des points marquant les zones de pêche malagasy sont donnés lors de la délivrance de la licence.

Article 18 : Prévention

Le capitaine du bateau prendra toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir la pollution ou toute autre action portant préjudice à la nature de l'océan et des ressources biologiques marines.

Article 19 : Règlement des différends

Tout différend résultant de l'application du présent Protocole sera réglé à l'amiable. Si le règlement à l'amiable s'avère impossible, le litige sera soumis à l'examen d'un arbitrage dont la composition sera arrêtée par les deux parties.

Article 20 : Respect des mesures de gestion

Toutes infractions aux dispositions du présent protocole seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux textes en vigueur en matière de pêche.

Article 21 : Dénonciation ou renonciation

L'une des deux parties peut renoncer au Protocole si ce dernier est déjà exécuté, en informant l'autre au moins trois (3) mois avant la date à laquelle, elle pense rendre effective sa renonciation. Pendant ce temps, les deux parties régleront entre elles tout problème en suspens.

Article 22 : Langue utilisée pour le protocole

Le présent protocole est élaboré en version française. La Société peut traduire en d'autres langues. Toutefois seule la version française est signée par les deux parties et est valable en cas de litige ou de discussion.

Article 23 : Adresses pour les correspondances

Pour leurs correspondances, les deux parties utiliseront toutes les formes de communication comprenant notamment l'envoi postal, le courrier express par avion, le télégramme, le télex, le fax, ... aux adresses suivantes :

Pour la République de Madagascar
Ministère de la Pêche et des Ressources
Halieutiques

BP : 1699 Antananarivo

Tél : 261 20 22 406 50

Fax : 261 20 22 409 00 ou 490 14

Pour la Société

Société SAPMER
DARSE DE PECHE, MAGASIN 10
BP 2012 - 97823 LE PORT CEDEX
LA REUNION

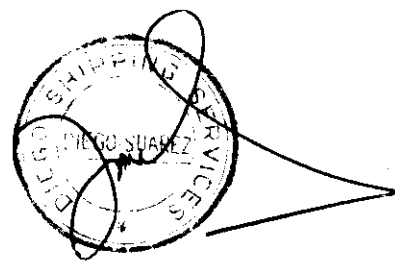
Fait à Antananarivo le, 11/04/97

Pour la République de Madagascar
Le Ministre de la pêche et des Ressources
Halieutiques



ANDRIAMISEZA Alain

Pour la Société



RAZAFIMAHAZO Eddie Jacques

APPENDICE 1

FORMULAIRE DE DEMANDE DE LICENCE

1. Nouvelle demande ¹ ou renouvellement ¹
2. Numéro de la licence de pêche en cas de renouvellement, licence jointe) :
.....
.....
3. Nom du navire :
4. Nationalité :
5. Pavillon antérieur :
6. Pavillon du Navire :
7. Durée de validité : du ____/____/____ au ____/____/____
8. Année de construction : A
9. Nom de l'armateur :
10. Adresse de l'armateur :
11. Nom et adresse de l'affréteur, si différent des points 4 et 5 :
12. Nom et adresse du représentant officiel à Madagascar :
13. Nom du Capitaine du navire :
14. Type du navire :
 Senneur : ☐
 Palangrier : ☐
 Chalutier d'eaux profondes : ☐
 Autres à préciser :
15. Numéro d'immatriculation :
16. Identification extérieure du navire :/.....
17. Port et pays d'enregistrement :
18. Indicatif d'appel radio et fréquence :
19. Longueur Hors Tout du navire :mètres
20. Largeur Hors Tout du navire :mètres

¹ Cocher la case correspondante

21. Tonnage Jauge Brut (TJB) :
22. Tonnage Jauge Net (TJN) :
23. Puissance du moteur principal :CV
24. Marque du moteur principal :
25. Capacité de congélation :tonnes par jour
26. Nombre de cales de stockage :
27. Capacités respectives des cales :
- Cale 1 :m³
- Cale 2 :m³
- Cale 3 :m³
- Cale 4 :m³
- Cale 5 :m³
- Cale 6 :m³
- Total :m³
28. Autres équipements de communication :
- Téléphone :
- Fax :
- Télex :
- E-mail :
29. Equipement d'aide à la pêche :
30. Effectif de l'équipage par nationalité :
-
31. Moyens de détection et de communication :
- Radio HF :
- Radio VHF :
- SATELLITE :
- INMARSAT A :
- INMARSAT B :
- INMARSAT C :
- RADAR :
- SONAR :
- SONDEUR :
- NET SONDE :
- TRACEUR DE ROUTE :

PILOTE AUTOMATIQUE :
AUTRES :

32. Type de balise :

ARGOS : 1
Identification :

INMARSAT C : 1
Identification :

DNID :

Numéro de membre :

AUTRES A PRECISER :

.....
.....

Je soussigné,, certifie
l'exactitude des renseignements donnés ci-dessus et m'engage à les respecter.

.....
(cachet et signature de l'armateur)

.....
(Date)

APPENDICE 2

EMBARQUEMENT DES OBSERVATEURS

Les navires cités à l'article 2 du protocole d'accord autorisés à pêcher, prennent à bord un observateur du Centre de Surveillance des Pêches muni d'une carte professionnelle et d'un livret maritime. Le temps de présence de l'observateur à bord est fixé par le Centre de Surveillance des Pêches, sans que pour autant il ne dépasse, en règle générale, les délais nécessaires pour effectuer ses tâches.

A bord, l'observateur :

1. Observe, enregistre et rapporte les activités de pêche des navires ;
2. Vérifie la position des navires engagés dans des opérations de pêche ;
3. Procède à des opérations d'échantillonnage biologique dans le cadre de programmes scientifiques ;
4. Fait le relevé des engins de pêche utilisés et prend des photos des activités ;
5. Collecte les données de captures relatives à la zone de pêche pendant sa présence à bord ;
6. Prend toutes les dispositions appropriées pour que les conditions de son embarquement ainsi que sa présence à bord du navire n'interrompent ni entravent les opérations de pêche ;
7. Respecte les biens et équipements qui se trouvent à bord, ainsi que la confidentialité de tous documents appartenant au dit navire ;
8. Rédige un rapport de marée qui est transmis au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar.

A cet effet, l'armateur ou le capitaine du bateau de pêche doit :

1. permettre à l'observateur de monter à bord du bateau pour y exercer ses fonctions et de rester à bord du bateau pendant la période précisée dans la demande ;
2. fournir une aire de travail appropriée qui comporte une table et dont l'éclairage est suffisant ;
3. fournir les renseignements qu'il possède sur les activités de pêche dans la zone de pêche malgache ;
4. donner la position du bateau (longitude et latitude) ;
5. envoyer et recevoir ou permettre d'envoyer et de recevoir des messages au moyen du matériel de communication se trouvant à bord du bateau ;
6. donner accès à toutes les parties du bateau où se déroulent les activités de pêche, de transformation et d'entreposage ;
7. permettre de prélever des échantillons ;
8. fournir des installations d'entreposage convenables pour ses échantillons, sans porter préjudice aux capacités de stockage du navire ;
9. prêter assistance pour examiner et mesurer des engins de pêche à bord du bateau ;
10. permettre d'emporter les échantillons et les documents obtenus pendant son séjour à bord ;
11. lorsque l'observateur reste à bord du bateau pendant plus de quatre heures consécutives, lui assurer le gîte et les vivres, le traitant à cet égard au même titre que les officiers du bateau.

APPENDICE 3

1- Obligation pour les navires d'être équipés d'un dispositif de repérage par satellite

Tout navire couvert par le protocole doit être équipé d'un dispositif de repérage par satellite Inmarsat - C. Les navires de pêche dûment autorisés à pêcher dans les eaux sous juridiction Malagasy doivent s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de repérage par satellite avant de pénétrer dans les eaux sous juridiction Malagasy et activer leur balise dès qu'ils entrent dans ces mêmes eaux.

2- Installation et enregistrement du dispositif de repérage par satellite

L'achat du dispositif de repérage par satellite est à la charge du propriétaire ou de l'armateur du navire de pêche.

Le propriétaire ou l'armateur du navire de pêche fait procéder à l'installation du dispositif repérage par satellite à bord du navire de pêche par un installateur agréé par le fournisseur dudit dispositif.

Le propriétaire ou l'armateur du navire de pêche ou leur représentant fournit, dans la forme prescrite, au Centre de Surveillance de pêche la fiche d'information relative au dispositif de repérage par satellite dûment complétée et signée (fiche enregistrement localisation des navires par satellite).

Après avoir vérifié les informations fournies par le propriétaire ou l'armateur du navire ou leur représentant, le Centre de Surveillance des pêches envoie, par courrier recommandé avec accusé de réception, au propriétaire ou armateur du navire ou leur représentant un récépissé d'enregistrement du dispositif de repérage par satellite et un récépissé de fonctionnement à réception de la première émission de ce dispositif.

3- Caractéristiques des dispositifs de repérage par satellite

Les dispositifs de repérage par satellite installés à bord des navires de pêche assurent, à tout moment, la transmission automatique au Centre de Surveillance des pêches des données relatives à :

- (a) l'identification du navire ;
- (b) la position géographique la plus récente du navire exprimée en latitude et en longitude ;
- (c) la date et l'heure de la position géographique du navire exprimée en temps universel coordonné (TUC) ; et
- (d) la vitesse et le cap du navire.

Les dispositifs de repérage par satellite ne doivent permettre ni la réception ni la transmission de position erronées et doivent être protégés contre tout dérèglement ou interférence manuelle.

4- Périodicité de la transmission des données

Le rapport de positionnement est transmis une fois par heure au Centre de Surveillance des pêches.

Le Centre de Surveillance de pêches peut décider de demander ces informations à intervalles plus rapprochés pour assurer la surveillance de certaines zones de pêche ou de certains navires.

Lorsqu'un navire de pêche est à quai dans un port Malagasy, il est autorisé à déconnecter son dispositif de repérage pour autant que le Centre de Surveillance des pêches en soit préalablement informé et que le relevé suivant montre que la position du navire n'a pas changé depuis le dernier relevé transmis.

5- Responsabilités du capitaine relatives aux dispositifs de repérage par satellite

Le capitaine d'un navire de pêche veille à ce que le dispositif de repérage par satellite soit en permanence pleinement opérationnel et assure bien la transmission des rapports de positionnements.

Le capitaine d'un navire de pêche veille notamment à ce que :

- (a) les données ne soient en rien modifiées ;
- (b) rien ne fasse obstruction à l'antenne ou aux antennes reliées aux dispositifs de repérage par satellite ;
- (c) l'alimentation électrique du dispositif de repérage par satellite ne soit interrompue à aucun moment ;
- (d) le dispositif de repérage par satellite ne soit pas enlevé du navire ou déplacé de son lieu d'installation à bord du navire ;
- (e) tout remplacement d'un dispositif de repérage par satellite soit dûment déclaré au Centre de Surveillance des pêches et fasse l'objet de la remise d'une fiche d'information au Centre de Surveillance des pêches conformément aux dispositions du point 2 paragraphe 3.

6- Défaillance technique ou non fonctionnement du dispositif de repérage par satellite

- (a) En cas de défaillance technique ou de non fonctionnement du dispositif de repérage par satellite installé à bord d'un navire de pêche, le capitaine, l'armateur, le propriétaire du navire, ou leur représentant communique toutes les 2 heures la dernière position géographique du navire au Centre de Surveillance des pêches, par courrier électronique, télex ou télécopie à partir du moment de la détection de la panne ou du moment auquel il a été informé par le Centre de Surveillance des pêches de la défaillance technique ou du non fonctionnement du dispositif de repérage par satellite.
- (b) Le dispositif de repérage par satellite défectueux sera réparé ou remplacé dans un délai 7 jours. A défaut, le navire devra quitter les eaux sous juridiction Malagasy à l'expiration de ce délai.
- (c) Aucun navire de pêche, se trouvant dans un port Malagasy, dont le dispositif de repérage par satellite installé à bord a connu une défaillance technique ou un épisode de non fonctionnement ne peut quitter le port avant que le Centre de surveillance des pêches ait constaté que ledit dispositif fonctionne à nouveau correctement.

7- Confidentialité des données

Les données communiquées au Centre de surveillance des pêches, conformément aux dispositions du présent arrêté, sont exclusivement destinées au contrôle et à la surveillance des activités de pêche.

Seuls les agents habilités du Centre de surveillance des pêches sont autorisés à accéder aux données de surveillance et de contrôle enregistrées dans la base de données du Centre de surveillance des pêches. Ces données ne pourront en aucun cas être communiquées à d'autres parties sauf avec le consentement écrit du propriétaire ou de l'armateur du navire de pêche concerné.

APPENDICE 4

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA

Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE

SECRETARIAT D'ETAT A LA PÊCHE
ET AUX RESSOURCES HALIEUTIQUES

Arrêté N°1613/2002 portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la Pêche

Le Secrétaire d'Etat chargé de la Pêche et des Ressources Halieutiques,

- Vu la Constitution,
- Vu la Loi n° 85-013 du 11 Décembre 1985 fixant les limites des zones maritimes (mer territoriale, plateau continental et Zone Economique Exclusive),
- Vu la loi No 99-029 du 03 Février 1999 portant refonte du Code Maritime,
- Vu l'Ordonnance N°93-022 du 04 Mai 1993 portant réglementation de la Pêche et de l'Aquaculture,
- Vu le Décret N°94/112 du 18 Février 1994 portant organisation générale des activités de pêche maritime,
- Vu le Décret N°2002/450 du 16 Mai 2002 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Vu le Décret N°2002/451 du 18 Mai 2002 et No 2002/496 du 02-07-02 portant nomination des membres du Gouvernement,
- Vu le Décret N°2002/412 du 06 Juin 2002 fixant les attributions du Secrétariat d'Etat à la pêche et aux Ressources Halieutiques, ainsi que l'organisation générale de son Département,
- Vu l'arrêté N°13277/2000 du 01 Décembre 2000 portant réorganisation du Centre de Surveillance des Pêches,

ARRETE:

Article premier:

Tout navire opérant dans les eaux maritimes sous juridiction malagasy à des fins de recherche, de prospection ou de pêche, de quelque ressource que ce soit, doit être équipé d'une balise satellitaire de positionnement, plus précisément Argos ou Immarsat-C dont la forme et les modalités de transmission de données sont définies en annexe laquelle constitue partie intégrante du présent arrêté.

De ce fait, la délivrance de toute autorisation dans le cadre du secteur Pêche sera conditionnée par l'existence au préalable d'une balise satellitaire de positionnement fonctionnelle à bord du navire.

Article 2 :

Le non respect des dispositions énumérées respectivement dans l'article 1^{er} et l'annexe du présent arrêté par les bateaux autorisés à opérer dans les eaux sous juridiction malagasy constitue une infraction vis à vis de la réglementation en vigueur et sera poursuivi et réprimé suivant les dispositions des titres VI et VII de l'ordonnance 93.022 du 04.05.02 ainsi que les dispositions qui pourront être prises en vue de l'amélioration du système de surveillance dans le cadre de la gestion des pêcheries, telles que le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation délivrée.

Article 3 :

En raison de l'urgence et conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance N°62.041 du 19 Septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé, le présent arrêté entre immédiatement en vigueur dès qu'il aura reçu une publicité suffisante, notamment par émission radiodiffusée ou affichage indépendamment de son insertion au Journal Officiel de la République de Madagascar.

Antananarivo, le 31 juillet 2002.

Signé : Le Contre-Amiral RARISON RAMAROSON Hippolyte
Secrétaire d'Etat chargé de la Pêche et
des Ressources Halieutiques

| | |
|--|--|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

| | | | | | | | | |
|---|---|--|------|---------------------------|-------|------|--------------------------|--|
| Nom du navire: 2 - Au terme de chaque sortie, transmettez une copie du journal à votre correspondant ou à la CICTA, Calle Corazón de María, 8, 28002 Madrid, Espagne. Pays du pavillon: | 4 - Le scribe doit inscrire le tonnage de pêche désigné la position du navire. Arrondissez les minutes et notez le degré de latitude et de longitude. Veuillez à indiquer N/S et E/O. | 6 - Toutes les informations ci-incluses resteront strictement confidentielles. | | | | | | |
| | Capacité – (TM): | DÉPART du navire: | Mois | Jour | Année | Port | | |
| Numéro d'immatriculation: | Capitaine: | RETOUR du navire: | | | | | | |
| Armateur: | Nombre de membres d'équipage: | | | | | | | |
| Adresse: | Date du rapport: | | | | | | | |
| | (Auteur du rapport): | Nombre de jours en mer: | | Nombre de jours de pêche: | | | N° de la sortie de pêche | |
| | | | | Nombre de lancers: | | | | |

[illegible]

1 - Utilisez

5 - La dernière ligne (Quantités débarquées) ne doit être complétée qu'à la fin de la sortie de pêche. Il faut indiquer le poids réel au moment du débarquement.

APPENDICE 6

GRILLE DE REDEVANCES

| TONNEAU DE JAUGE BRUTE (TJB) | REDEVANCES MENSUELLES PAR TYPE DE THONIER EN DOLLAR | |
|---------------------------------|--|--|
| | THONIERS SENNEURS | THONIERS PALANGRIERS ET LIGNEURS / CANNEURS |
| Inférieur à 100 | 3 000 | 2 000 |
| 100 à 199 | 3 000 | 2 500 |
| 200 à 299 | 4 000 | 3 000 |
| 300 à 399 | 4 000 | 4 000 |
| 400 à 499 | 4 250 | 4 000 |
| 500 à 599 | 4 250 | 4 000 |
| 600 à 699 | 4 250 | 4 000 |
| 700 à 799 | 4 250 | 4 250 |
| 800 à 899 | 4 500 | 4 250 |
| 900 à 999 | 4 500 | 4 250 |
| 1000 à 1199 | 4 500 | 4 500 |
| 1200 à 1299 | 4 800 | 4 500 |
| 1300 à 1399 | 4 800 | 4 500 |
| 1400 à 1499 | 4 800 | 4 500 |
| Supérieur à 1500 | 5 000 | 4 500 |